

19 mars 1988 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Conférence de presse de M. François Mitterrand, Président de la République, sur la place de l'Espagne dans la CEE et la coopération en matière de terrorisme, Séville, samedi 19 mars 1988.

C'est pour moi une journée instructive par nos conversations et par tout ce que je vois et tout ce que je sens ici, dans cette région très séduisante. C'est en même temps une journée, quelques belles heures d'une journée où on comprend peut-être mieux l'Espagne dans sa variété, dans sa diversité. Mais ce n'est pas cela qui vous intéresse. Je vais vous laisser me poser des questions, si vous en avez envie. Vous avez été certainement très bien reçu ici, vous les Français, et cela vous a intéressés de voir cette réserve £ moi aussi.

- Voilà, on vous écoute.

- QUESTION.- (Sur la candidature du Président).

- LE PRESIDENT.- J'aborde déjà avec une certaine prudence les problèmes intérieurs qui vous intéressent lorsque je suis à l'intérieur. Donc, de ce point de vue là, il n'y aura pas aujourd'hui de rentabilité pour l'information.\

QUESTION.- (Sur la création d'une banque européenne et une monnaie européenne).

- LE PRESIDENT.- Sur ce sujet qui est un de ceux qui nous intéressent le plus - comment peut-on prévoir l'évolution de l'Europe - pendant tout le temps où j'aurai la responsabilité que j'ai, je raisonnerai, j'agirai comme je l'ai fait depuis le premier jour : en prenant en charge les intérêts de la France qui, bien entendu, dureront plus longtemps que moi, de toutes façons. Et de ce point de vue, l'Europe est en effet l'une des perspectives les plus prometteuses et finalement les plus importantes que chacun de nos pays, pour l'Espagne et la France.

- Nous avons effectivement parlé d'abord de cette rencontre de hasard - enfin le hasard, c'est l'alphabet et l'alphabet ne varie guère - : c'est l'Espagne qui assurera la présidence de la Communauté `CEE` le 1er janvier 1989, et c'est la France qui prendra le relais le premier juillet de la même année.

- On peut donc considérer que nos deux pays peuvent se concerter dès maintenant et un peu plus tard pour avoir une vue sur une année de ce qu'il conviendrait de faire, des impulsions à donner, des initiatives à prendre. Il nous paraît - vous avez parfaitement jugé cette situation, monsieur - que l'urgence était du côté du système monétaire, de la monnaie et de la banque.

- Nous n'avons pas approfondi particulièrement cette question aujourd'hui. Nous en avons déjà beaucoup parlé, cela n'ajouterait pas grand chose. Mais nous voudrions bien faire entrer ces projets dans la réalité, dans les plans de la vie vécue et pas simplement rêvée. Voilà, nous en avons parlé et nous avons la ferme intention de mobiliser nos deux pays sur ce sujet.\

QUESTION.- (Au sujet de l'UEO).

- LE PRESIDENT.- S'il s'agit d'avoir à examiner une demande de l'Espagne d'entrer dans l'Union Européenne Occidentale, notre accord est donné d'avance. Il est même regrettable qu'il n'en soit pas déjà ainsi. Maintenant, est-ce que cela intéresse l'Espagne, c'est à elle de répondre !...\

QUESTION.- Monsieur le Président, envisagez-vous d'autres voyages à l'étranger d'ici la fin du septennat ?

- LE PRESIDENT.- Non pas du tout. Sauf événement que je n'attendrais pas, mon voyage en Andalousie est le dernier que j'avais prévu.\

QUESTION.- (Sur la coopération en matière de terrorisme).

... (sur la coopération en matière de terrorisme).

- LE PRESIDENT.- Nous avons commencé de régler les deux seuls contentieux qui nous séparaient de l'Espagne dans les années 1983 - 1984, c'est-à-dire l'adhésion de l'Espagne à la Communauté d'une part et d'autre part le problème du terrorisme basque. Nous avons réglé ces deux problèmes, je veux dire que nous les avons réglés dans le -cadre de nos relations.

- A partir de l'année 1984, ce qui devait être fait pour l'adhésion de l'Espagne à la Communauté `CEE` a été accompli, la décision a été prise et au début de l'année 1986, - après une période pendant laquelle l'Espagne a déjà pris part à plusieurs délibérations au sommet - l'Espagne est entrée de plein droit dans la Communauté qui, par cette adhésion et celle du Portugal, est donc devenue la Communauté à Douze. Depuis cette époque nous travaillons au sein du même organisme, nous y travaillons bien, généralement sur les mêmes thèmes avec des préoccupations très proches les unes des autres £ et nous avons trouvé à cette coopération un élan nouveau dans l'Europe.

- De la même façon avait déjà été réglée dans son principe la coopération des services de sécurité espagnol et français. Un certain nombre de mesures avaient été prises pour permettre à la justice espagnole de gérer les problèmes qui relevaient de sa compétence.

- Cette politique a continué après 1986 £ elle tourne à son régime de croisière normal, les relations sont constantes. Il n'y a pas lieu de penser - quelle que soit l'issue de l'élection présidentielle française - qu'il puisse y avoir le moindre changement à la ligne tracée il y a déjà quelques années. A vrai dire, pour ce qui concerne les problèmes de sécurité, ces conversations ont disparu de nos échanges pour passer au stade de la pratique de la gestion et non pas au stade de la décision politique puisqu'elle est déjà prise.\

QUESTION.- (Sur la volonté de l'Espagne de se rapprocher - y compris sur le -plan militaire - de l'axe franco-allemand).

- LE PRESIDENT.- Il y a de très bonnes relations entre la France et la République fédérale d'Allemagne, de très bonnes relations entre l'Espagne et la France et aussi entre l'Allemagne fédérale et l'Espagne. Ce n'est pas un choix préférentiel, c'est comme cela £ sans doute parce que nous avons des conceptions proches et souvent identiques sur le développement de l'Europe. Cela n'indique pas autre chose. Nous rencontrons souvent la même harmonie avec l'Italie : il n'y a donc pas de choix politique.

- Il y a une bonne entente entre ces trois pays, surtout lorsqu'il s'agit de penser l'avenir de l'Europe - presque jusqu'au sang -, nous n'avons pas l'intention d'aller plus loin mais enfin nous défendrons cette cause qui nous paraît juste. L'UEO sera d'autant plus utile, elle jouera un rôle d'autant plus important sur la scène de l'Europe et donc du monde que des pays comme l'Espagne - aussi significatifs - y participeront. On essaiera de réduire les résistances, s'il y en a. On se demande pourquoi il y en aurait... Vous savez très bien que l'UEO est née entre un certain nombre de pays qui avaient comme intention initiale de contenir l'Allemagne. C'est bien cela ? C'était donc l'Allemagne qui était, comment dirai-je, dans le collimateur £ et maintenant c'est l'Allemagne qui se trouve être l'un des principaux partenaires de l'UEO. Alors, on peut s'attendre à d'autres évolutions infiniment moins difficiles à réussir.\